

RESEAU FORESTERIE POUR LE DEVELOPPEMENT RURAL

A QUI EST LA FORET?
CONSERVATION MODERNE ET HISTORIQUE DES TERRES DE LA RESERVE
GUINEENNE DE ZIAMA

James Fairhead et Melissa Leach

Titre original: *Whose Forest? Modern Conservation and Historical Land Use in Guinea's Ziama Reserve*

James Fairhead est chercheur à la School of Oriental & African Studies de l'Université de Londres, Department of Sociology and Anthropology, Thornhaugh Street, Russell Square, Londres, WC1H 0XG, Royaume-Uni.

Melissa Leach est chercheuse à l'Institute of Development Studies de l'Université du Sussex, Falmer, Brighton, BN1 9RE, Royaume-Uni.

ISSN 1351-3966

A QUI EST LA FORET? CONSERVATION MODERNE ET HISTORIQUE DES TERRES DE LA RESERVE GUINEENNE DE ZIAMA

James Fairhead et Melissa Leach

INTRODUCTION

De nombreuses forêts de haute futaie d'Afrique occidentale ont été classées et converties en réserve pendant la période coloniale pour des raisons commerciales ou environnementales. Maintenant, elles sont considérées comme des sites importants pour la conservation de la biodiversité, la faune et la flore, le climat, les sols et l'hydrologie, autant de préoccupations actuelles au niveau régional et mondial (voir par exemple, Martin, 1991; Miller & Tangle, 1991), mais qui ne sont pas nécessairement partagées par les populations autochtones qui ont d'autres besoins vis-à-vis des terres et des ressources des réserves. La pertinence des approches coloniales concernant une conservation des forêts basée sur des réserves imposées de l'extérieur, a été remise en question récemment, notamment à cause de leur coût et des conflits politiques insoutenables qu'elles ont provoqués entre les communautés vivant au contact de ces forêts et les autorités administrant les réserves. On essaie au contraire de gagner la population limitrophe à la cause de la conservation en liant celle-ci à des avantages d'ordre socio-économique prenant la forme, ou bien de produits issus de la réserve (ex: des produits forestiers non ligneux, une participation aux revenus de l'écotourisme), ou bien des activités "compensatoires" de développement rural. Ces possibilités socio-économiques cherchent à préparer le terrain à l'établissement de formes plus "participatives" d'aménagement de la conservation.

Ainsi les études socio-économiques identifiant les attitudes locales et les intérêts en jeu vis-à-vis des ressources et des terres forestières sont désormais considérées comme déterminantes pour la planification d'une conservation forestière prenant en compte la population. De telles études, et la documentation de politique générale sur laquelle elles s'appuient, attribuent généralement la déforestation à une immigration récente et à d'autres pressions démographiques et économiques; pressions qui peuvent forcer les habitants, même ceux issus de cultures réputées inoffensives pour les forêts, à les dégrader. Les préoccupations concernant les besoins provoqués par les conditions de vie modernes dominent l'analyse de l'origine des conflits et solutions à apporter en matière de conservation forestière.

Chez les partisans de la conservation, les zones forestières restantes de l'Afrique occidentale sont habituellement perçues comme ayant été à l'abri ou peu touchées par ces pressions modernes. En fait, l'idée selon laquelle ces forêts constituent un héritage "naturel" a puissamment justifié leur conservation; et celles considérées comme étant "primitives" ou "primaires" ont obtenu une grande priorité s'agissant de la préservation des habitats et de la biodiversité.

Faire l'historique de l'utilisation des terres

Toutefois, il faut effectivement constater que l'on trouve dans la plupart des forêts de haute futaie d'Afrique occidentale, des ruines de villages abandonnés, preuve d'une occupation antérieure remettant en question la notion de forêt primitive. En fait, les défrichements et modifications du

passé signifient que peu de forêts actuelles peuvent être qualifiées de vierges (McNeely, 1993; Wood, 1993). Comme Richards (1993) le fait remarquer pour Gola en Sierra Leone et Thompson (1911) pour le sud du Nigéria, les hautes futaies ouest-africaines d'aujourd'hui doivent leur existence à la dépopulation qui fut provoquée par la guerre, la traite et la maladie. Ce rapport se propose de démontrer que l'historique de ces forêts a d'importantes implications sur la façon de comprendre à la fois l'écologie forestière et la relation socio-politique des populations avec les territoires forestiers actuels. Le cas examiné dans ce document montre bien que l'ignorance de cette histoire peut empêcher un dialogue constructif entre la population locale et les agences oeuvrant pour la conservation.

Des signes apparaissent dans de nombreuses régions du monde indiquant que la qualité des forêts actuelles et les différents modèles de biodiversité dépendent des pratiques anciennes d'utilisation des terres, des méthodes de jachère et d'assolement, des défrichages sélectifs, des préservations et enrichissements d'essences prisées autrefois. L'avance et le recul de la forêt peuvent être perçus comme des phénomènes cycliques, conséquences de l'aller et venue des populations qui l'ont défrichée, (McNeely, 1993), périodiquement permettant ou empêchant la succession "naturelle" de la végétation de climax climacique. Mais cela n'explique pas les conséquences à long terme des occupations et des cultures passées et comment cela influence le futur en matière de végétation, notamment par leur impact sur les sols et sur la distribution des essences. Les écologistes considèrent généralement cet héritage du passé en termes uniquement négatifs: l'exploitation des terres nuit aux sols et à la biodiversité des essences, réduisant ainsi la capacité de la forêt à se reconstituer.

Néanmoins, on a constaté en Amazonie (Balée, 1989) et au Ghana que certains sols ayant été occupés et cultivés ont des propriétés structurelles et nutritionnelles améliorées, qu'ils peuvent supporter une végétation boisée et forestière plus dense et que ces effets peuvent durer pendant des siècles, voire des millénaires. Si l'on considère que l'exploitation des terres occasionne des changements climaciques et des chocs sur l'environnement (ex: sécheresse et incendies) et influence les paramètres végétatifs, les changements dans la végétation commencent à apparaître comme une transition continue, plutôt que comme des divergences d'un climax climacique unique. Les modèles végétatifs sont les résultats spécifiques d'historiques particuliers, et non pas des divergences prévisibles de climax climaciques (Sprugel, 1991). Dans la zone de forêt humide, de tels historiques ont des conséquences sur la qualité de la forêt mais dans les zones forestières limitrophes, ils peuvent déterminer l'existence même de la forêt face à la savane. Bien que l'exploitation intensive par l'homme soit souvent tenue pour responsable de la savanisation de la forêt, elle peut avoir l'effet contraire. L'utilisation actuelle ou passée des terres peut permettre à la forêt de se développer dans la savane alors que cela serait impossible vue l'absence des conditions nécessaires en termes de structure du sol, humidité, limitation des incendies et type de graines.

Les îlots de forêts qui se sont développés dans la savane sur, ou autour de sites autrefois habités ou cultivés, en sont un exemple frappant, notamment dans les zones de transition forêt-savane en Guinée (Leach & Fairhead, 1994), au Ghana (Davies, 1964), Nigéria (Abimbola, 1964) et en Amazonie (Anderson & Posey, 1989).

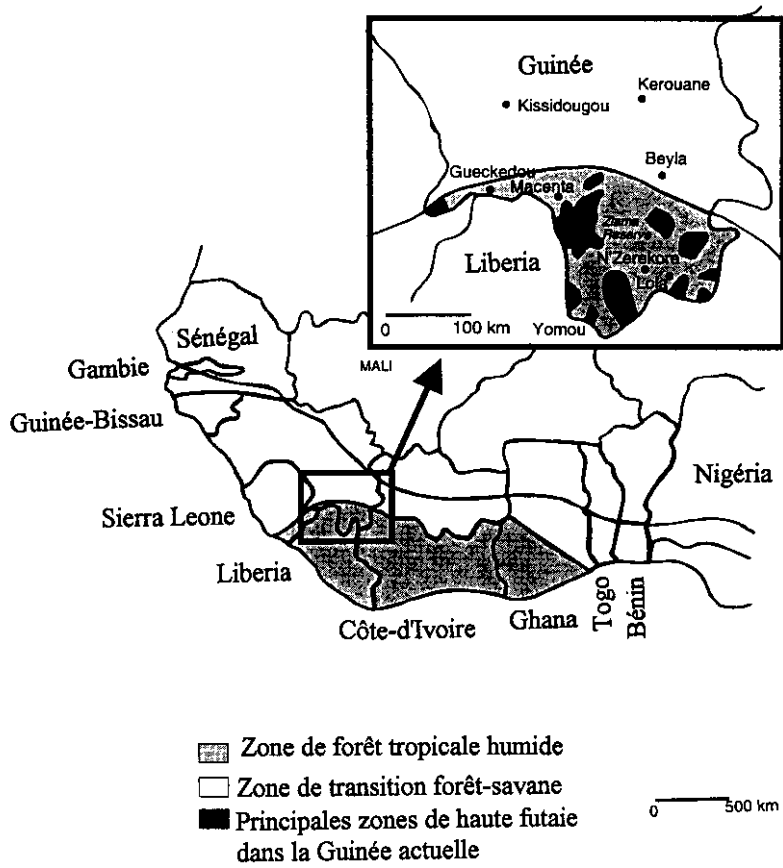
Les troubles d'antan peuvent être d'une grande valeur historique et écologique mais n'ont que peu d'intérêt au niveau socio-économique pour les habitants d'aujourd'hui. Pourtant, les sites témoignant d'une occupation des forêts ouest-africaines ne sont pas toujours d'anciens vestiges

d'un passé oublié mais des sites qui étaient encore habités de mémoire d'hommes vivant encore actuellement dans la région. Le souvenir de cette occupation encore récente semble indiquer que l'exploitation passée des terres pourrait permettre de comprendre la relation, l'attitude et les revendications des populations actuelles vis-à-vis des territoires couverts de forêts aujourd'hui, et par ricochet, définir une conservation moderne "tournée vers les gens". Pourtant, alors que l'opinion et les valeurs personnelles des autochtones découlent en grande partie de leur expérience de l'histoire écologique de la forêt, ils ont dû se contenter d'approches de la conservation, à la fois coloniales et modernes, formulées en dehors de cette perspective historique, et d'interprétations très différentes du statut et de l'évolution de la forêt. Ce sont précisément ces points de vue et ces lectures de l'histoire si différents que ce document se propose d'explorer.

Figure 1: La réserve de Ziama parmi les zones restantes de haute futaie en Guinée, Afrique occidentale



Figure 1: La réserve de Ziama parmi les zones restantes de haute futaie en Guinée, Afrique occidentale



Malheureusement, nous disposons de peu de données sur la population et l'occupation des terres de l'époque pré-coloniale dans ces contrées alors nouvellement découvertes. Les recherches des historiens sur les relations politiques et commerciales de ces régions restent généralement très vagues à propos de l'utilisation des terres et de l'environnement. Les histoires sur l'environnement transmises oralement présentent des difficultés d'interprétation et sont facilement réfutables sans preuves à l'appui. D'ailleurs, le contexte politique moderne influence les descriptions de l'économie et de l'écologie d'autrefois. Les descriptions écrites contemporaines ne commencent la plupart du temps qu'avec l'occupation coloniale, et bien qu'elles citent des dates et des raisons de la dépopulation, elles ne donnent jamais beaucoup de détails sur les anciennes populations et leurs moyens d'existence.

La Forêt de Ziama

La forêt de Ziama en Guinée (Figure 1) constitue une exception notable. Considérée par les partisans de la conservation comme un vestige de la formation forestière en diminution de Haute-Guinée, elle fut classée réserve forestière en 1932, puis réserve biotique en 1981, et fait maintenant l'objet d'un grand projet de conservation financé internationalement. Par chance, deux illustres explorateurs américano-libériens parcoururent la région dans la seconde moitié du XIXe siècle en prenant quantité de notes. Seymour et Ash marchèrent de Monrovia à Kuankan¹ en 1858 et Anderson marcha à deux reprises de Monrovia à Musardu, d'abord en 1868-9 (Anderson, 1870) puis de nouveau en 1874 (Starr, 1912). Le hasard a voulu que plusieurs des villages qu'ils traversèrent soient justement ceux qui retiennent l'attention des instances de conservation actuelles.

Le témoignage écrit de ces explorateurs, associé au témoignage oral des habitants actuels et aux travaux des historiens de la région, nous permet de nous faire une idée suffisamment précise sur les anciennes populations de la région de Ziama, de leur façon d'utiliser la terre, des événements qui ont précipité leur déclin et de leur parenté avec les populations actuelles.

Voilà donc un contexte permettant de passer en revue les attitudes locales vis-à-vis des stratégies de conservation appliquées au cours de la période coloniale et de nos jours. Cela met en relief clairement le contraste entre la perception des relations population-forêt à la base de la politique de conservation, et l'expérience locale à la base des réponses à apporter.

Population et exploitation des terres dans le passé

La réserve biotique de la forêt de Ziama que l'on qualifie souvent aujourd'hui de forêt primitive menacée de défrichage pour la première fois par la nouvelle pression démographique, était en fait au milieu du XIXe siècle l'une des régions agricoles les plus peuplées et prospères du nord de la Guinée. Benjamin Anderson traversa la région forestière des basses terres de Ziama quatre fois entre 1868 et 1874. Il décrit un paysage remarquablement différent de celui de haute futaie d'aujourd'hui. Ses écrits détaillés confirment les récits des anciens vivant actuellement dans deux villages situés à la lisière de la réserve et qui décrivent cette zone comme ayant été autrefois densément peuplée, économiquement bouillonnante, intensivement cultivée et couverte de fermes, de jachères forestières et de prairies.

Une haute densité démographique

La description d'Anderson des villages fortifiés qu'il traversa donne une idée de l'importance impressionnante de ces populations au XIXe siècle. Au cours de son premier voyage en 1868, Anderson fit route de Monrovia à Bokkasah sur l'actuelle frontière entre le Liberia et la Guinée avant de pénétrer dans la région où se trouve la réserve forestière qui nous concerne. D'une façon générale, il trouva que "le pays Bonsie [sic] était densément peuplé" ². En effet, il mentionne toute une série de villages ayant des populations de 2500 à 7000 personnes (Anderson, 1870, pp66-113). Les reconstitutions historiques sont en matière de démographie pleines de difficultés méthodologiques. Les estimations réalisées à partir de sources écrites à l'époque contemporaine évitent la tendance naturelle de la tradition orale à glorifier un passé densément peuplé (ou, au contraire, celle des partisans de la conservation à sous-évaluer les populations d'autrefois), mais peuvent être influencées par des perceptions contemporaines. A tout prendre, Anderson devrait avoir été tenté de surestimer les populations plutôt que le contraire, dans la mesure où il avait intérêt à montrer la valeur commerciale de la région qu'il traversait. Toutefois, la taille importante des villages décrits par Anderson à cette époque apparaît également dans les descriptions de Seymour à partir de 1858 (note 1) et par les premières sources françaises. Seymour attribue à la ville "Boosey" de Solong une population de 2200 personnes. Les documents de l'armée française chiffrent la population de N'Zappa à 3000 en 1900 ³.

L'information sur le maillage des implantations, la physionomie des villages, le commerce et l'occupation du territoire, contribue à donner l'image d'un pays densément peuplé. En plus des villes elles-mêmes, il y avait beaucoup d'implantations satellites plus petites. Non seulement Boo était une grande ville (Boe pour Anderson), mais elle comptait au moins 22 villages aux alentours. Anderson y fit allusion et en visita un (Anderson, 1870, pp73-4). Cette structure de cités guerrières liées entre elles et entourées de satellites permanents et dépendants ainsi que de campements agricoles est typique des conditions politiques de la Haute-Guinée du XIXe siècle (voir par exemple, Murphy & Bledsoe, 1987, pp121-48). Le fait que ces villages étaient importants et fortifiés est devenu évident lorsque leurs ruines furent découvertes dans la réserve par les premiers forestiers coloniaux ⁴.

Les marchés

Les nombreux marchés importants décrits par Anderson confirment la thèse d'une population substantielle et d'une production et d'un commerce bouillonnants. Au cours de son premier périple, il nota qu'à Ziggah Porrah Zue:

"On nous conduisit à la place du marché dans le centre-ville qui était spacieux et pouvait contenir une grande foule... On y trouve généralement de six à sept mille personnes... Le samedi, assis à l'ombre de grands acacias, je regardais un flot quasiment ininterrompu de gens avec leurs baluchons et leurs paquets venir au marché des villes et des villages environnants. Le pont enjambant la rivière St Paul était surchargé et occupé d'un bout à l'autre, pendant des heures." (Anderson, 1870, pp79-80).

Ziggah Porrah Zue n'avait rien d'exceptionnel; Anderson nota que "il y avait plusieurs grands marchés dans le pays Wymar." (1870, p79). Les négociants Mandinkas venaient régulièrement à ces marchés qui se trouvaient sur la principale route commerciale reliant la savane, la forêt et la

côte, et ils échangeaient des produits le long de cette route commerciale d'un marché à l'autre.

Agriculture intensive dans la savane

Bien qu'Anderson ne parle pas de l'agriculture autour de Boo, il releva juste au sud-ouest du territoire de Toma (sur la frontière libérienne actuelle) une agriculture intensive avec des périodes relativement courtes de jachère ne permettant la repousse que d'une végétation basse de type "champs boisés".

"En observant du haut d'un monticule, il me semble que les gens ont tenté de couvrir tout le pays de rizières. A l'ouest, je peux voir des collines couvertes de riz sous les averses, puis au-delà, des versants entiers de montagnes plantées de riz et noyées dans la brume sous un soleil éclatant qui inonde des champs bruns de riz mûrissant. On ne voit des îlots de grands arbres qu'ici ou là. Cette partie du pays a été tellement cultivée que les quelques endroits incultes ne sont couverts que de gaulis de trois ou quatre ans, car ils ne peuvent grandir et vieillir davantage avant que les besoins de l'agriculture ne les éliminent pour faire place aux champs de coton et de riz. Voilà principalement pourquoi toutes les barricades et les murailles des villes sont faites de torchis au lieu des grands pieux utilisés par les indigènes vivant à proximité du Liberia." (1870, pp61-2).

La tradition orale confirme que les terres situées dans la zone de Ziama étaient de même intensément cultivées. Elle indique de surcroît que la végétation en friche était surtout de la savane. A Boo, les anciens évoquent le temps où la savane, non seulement occupait tout le territoire du village et de ses satellites, mais s'étendait aussi bien plus au sud et à l'ouest. Ils font remarquer que leurs ancêtres plantaient des fromagers (*Ceiba pentandra*) pour voir au-dessus des hautes herbes. Ils servaient de tours de guet depuis lesquelles on apercevait clairement Koima Tongoro (Ziggah Porrah Zue pour Anderson). Dans ces deux villages, le coton indigène qui prospère sur le sol de la savane et avait une importance économique vitale, était filé par les femmes et tissé par les hommes pour en faire des étoffes portées localement ou commercialisées. L'existence d'abondants pâturages dans la savane apparaît aussi dans les nombreux récits d'élevage de bétail de cette époque. Les anciens rappellent que les Tomas de Ziggah Porrah Zue gardaient de grands troupeaux. Boo avait aussi du bétail mais en nombre limité par peur des razzias, et non pas par manque de pâturage.

En s'enfonçant dans les montagnes de Ziama, à l'ouest de Kuankan, aujourd'hui couvertes de forêts, Seymour observa que:

"L'herbe constitue la principale végétation que l'on rencontre dans les plaines et les montagnes, avec des bosquets laissés ici ou là par peur de voir ces essences disparaître. Il y avait plus d'arbres sur les versants des montagnes et près des cours d'eau que dans les plaines." (note 1).

Anderson ne décrit pas directement la végétation de la région du pays Waima Toma actuellement occupée par la réserve de Ziama. En revanche, en progressant au nord-est de celle-ci, il nota que l'herbe à éléphant dominait la végétation:

"Nous quittâmes Ziggah Porrah Zue le 30 novembre 1868, direction E.N.E. Le paysage était dégagé et couvert de grandes herbes, de cannaies et de riz sauvage. Après une heure

de marche, nous arrivâmes à la ville où le roi réside puis nous continuâmes pour nous arrêter enfin à Pellezarrah...Les arbres se font vraiment rares, le pays est couvert de cannaies, de riz sauvage et de palmiers très hauts. Certains arbres de ces essences courtes et chétives que l'on trouve sur nos plages du Cap, sont chichement disséminés ça et là. Nous voyageons sur un sol dur constitué d'argile rouge, de cailloux et de latérites..." (1870, pp81-2).

En comparant ces récits, il semble qu'au XIXe siècle, la frontière entre les champs boisés et la savane se situait quelque part entre Boo et là où se trouve aujourd'hui la frontière libérienne. Même autour de Boo, les champs boisés et la savane devaient probablement coexister et former une mosaïque, avec quelques bouquets de grands arbres. D'ailleurs, Anderson (1870, p.88) compara la savane uniformément dépourvue d'arbres qu'il trouva plus au nord, au paysage plus morcelé du pays Toma:

"En traversant le pays Boozie, une végétation dense entravait souvent la vue de chaque côté du sentier étroit que nous suivions. Ici, [près de Musardu], le paysage est visible des kilomètres à la ronde. Les villes et villages parsemant les plaines, les gens à pied ou à cheval sont observables à grande distance et ont un air lumineux, vivant et actif qui contraste avec la sombre oppression des immenses forêts du pays Boozie."

L'entretien des îlots forestiers

Ces îlots de haute futaie étaient sans nul doute entretenus par les habitants de Toma autour de leurs fermes dans ce qui était, pour le reste, un paysage moitié savane, moitié champs boisés. On les trouvait également le long des cours d'eau, sous forme de galeries forestières qui n'étaient pas régulièrement défrichées pour les besoins de l'agriculture. Ces bosquets de haute futaie avaient retenu l'attention de Seymour et Ash, par exemple, au cours de la visite d'une:

"... bourgade de montagne [le massif de Ziama] ... entourée de plantainiers et de bananiers à côté de parcelles plantées de céréales et de manioc, avec à quelques centaines de mètres en contrebas, des rizières à même les pentes de la montagne et, le long du chemin menant à la ville et ses environs, des arbres dont certains étaient très grands. Ailleurs, dans les montagnes, on ne trouvait que des arbres épars et rabougris qui, avec quelques rochers sombres émergeant des herbes, étaient les seuls repères pour le voyageur traversant les montagnes de Kong⁵."

La tradition orale suggère que de nombreux villageois Toma encourageaient la croissance et entretenaient des îlots forestiers autour de leur village (Leach & Fairhead, 1994). Là où il y avait une forte densité de peuplement, et nous savons que c'était le cas de Boo par exemple, il y avait aussi une forte densité de ces îlots forestiers. Dans bien des cas, les premiers arbres de ces bosquets venaient en partie des surgenes des poteaux des palissades érigées pour fortifier les murs de torchis. Ces îlots de haute futaie protégeaient naturellement du feu et du vent, ombrageaient des cultures telles que le cola, produit caractéristique de la région, et fournissaient des produits forestiers (nourriture, remèdes, etc) introuvables dans la savane et les friches des champs boisés. C'était également le lieu de réunion et d'initiation des "sociétés secrètes" des Tomas qui pratiquaient et pratiquent encore aujourd'hui ces rites comme les autres peuples de Haute-Guinée.

Dépopulation et extension de la forêt

Entre 1874, année de la visite d'Anderson et 1909, cette région autrefois prospère et peuplée fut le théâtre de guerres continuelles. C'est la dépopulation qui s'ensuivit qui est la cause d'un retour rapide de la haute futaie, probablement à la faveur d'une réhumidification, d'une diminution de la pression exercée par les éléphants et de l'héritage légué en matière de sol et de végétation par les pratiques agricoles antérieures.

Guerre et dépopulation

Au cours des XVIII^e et XIX^e siècles, les Mandinkas de la région de Konian au nord-est progressèrent vers le sud pour atteindre la partie de la région de Toma où se trouvait l'ancienne route commerciale reliant Musardu à Bopolu, Cape Mount et la mer. Il faut replacer ce mouvement dans le contexte général de l'expansion des Mandes vers le sud depuis le XV^e siècle⁶ ou avant; et l'utilisation ancestrale de cette route commerciale de la côte à la forêt puis à la savane "depuis des centaines et des centaines d'années" comme Almada le remarquait déjà en 1560 (Massing, 1978). C'est essentiellement la lutte pour la domination de cette route commerciale qui a précipité la région dans l'instabilité politique au XIX^e siècle .

Au milieu du XIX^e siècle, un royaume Mandinka appelé Buzié s'établit sur la rive droite du fleuve Diani (St Paul) avec Kuankan pour capitale. Le roi Dyankan Kamara que Seymour et Ash rencontrèrent en 1854, régna jusqu'en 1867 date à laquelle son fils Kama Tiekura lui succéda. Au sud, se trouvaient les Waimas Tomas [les Wymars selon Anderson] avec à leur tête l'ami d'Anderson, Dowilnyah Bilivogi, et pour capitale Ziggah Porrah Zue. A l'ouest des Waimas Tomas, vivaient les Ziamas Tomas dont la capitale, Busedu, se trouvait juste au sud de Kuankan.

Les guerres qui décimèrent la région ont vu les habitants de Waima Toma (déjà en lutte pendant la visite d'Anderson en 1868) affronter d'abord des groupes de Mandinkas venus du nord, notamment de Kuankan, puis les forces françaises d'occupation auxquelles les Tomas résistèrent notamment pendant dix années, jusqu'en 1909.

Le tableau suivant compare les populations, avant les guerres, des villages dont on peut estimer l'importance d'après le récit d'Anderson, avec celles plus récentes selon le recensement effectué à l'époque de la mise en réserve de la forêt en 1932 et le recensement de 1991 réalisé dans le cadre du nouveau projet de conservation de la forêt.

Tableau 1: Estimations comparées des populations villageoises de la zone de Ziama

Village	Population			
	1868/74	1894/ 1900	1932	1991
Boo (Boe)	c.5000		543	1742
Koima Tongoro (Ziggah Porrah Zue)	c.6000		600	846
Kpagna/Baimani (Pynyah)	c.3500			
Nonbohoutu (la ville de Nubbewah)	3000		370	334
N'Zappa (Sappah)	c.5000	3000	338	807

En résumé, les villages Tomas qui ont survécu ou qui se sont reformés avaient, en 1932, des populations d'environ un dixième de celles qu'ils possédaient à l'époque du passage d'Anderson. De surcroît, un très grand nombre de villages dépendants plus petits qui existaient au XIXe siècle ont totalement disparu. Boo a perdu 21 villages satellites et Koima Tongoro au moins 4. Kothia, un important village fortifié du XIXe siècle et qui disposait lui-même de villages dépendants, n'existe plus. Son emplacement se situe dans le sanctuaire naturel strictement protégé de la réserve moderne de Ziama.

L'établissement de la forêt de Ziama

Le premier forestier à visiter la région de Ziama arriva en 1909, plus de trente ans après la première dévastation totale du pays Wima Toma sur la rive droite du fleuve Diani. La description du forestier insiste sur le caractère secondaire de ces forêts repoussant sur d'anciennes terres agricoles, friches et habitations de la région décimée de Toma.

"Au sud [de la montagne], la forêt occupe sans interruption une très grande superficie. De Soundedou à Fassangouni, on voyage continuellement sous un couvert verdoyant. Les très grands arbres sont rares dans le couvert dominant. Mais la couche inférieure est complète. La couverture forestière laisse passer suffisamment de lumière pour permettre la pousse d'une végétation assez dense au-dessous qui n'empêche pas cependant le passage. Les lianes sont assez rares⁷."

En 1942, le botaniste et administrateur forestier Adam décrit la forêt de Ziama. Il y avait encore à l'époque des étendues substantielles de savane. Adam dressa la liste des principaux types de végétation qu'on y trouvait ainsi (Note 4):

Forêt primaire de montagne;
Forêt secondaire de montagne;
Forêt secondaire de plaine et de vallée
Forêt secondaire marécageuse;
Savane sur granit, latérite et autres affleurements;
Savanes de plateau (herbe à éléphant);

Savanes anthropiques et post-incendie;
Savanes édaphiques sur le versant des montagnes.

On notera qu'il n'y avait pas du tout de forêts primaires en plaine, pas plus qu'elles ne recouvraient l'ensemble des montagnes. Les différentes zones de savane se situaient aussi bien sur les plaines que dans les montagnes au sol mince. En particulier, la région entre N'Zebela, Bayema, Koima Tongoro, Subatono et Goboela se caractérisait par de grandes zones de savane herbeuse. Adam était bien conscient de l'explication historique de ce système végétatif:

"La forêt secondaire qui a sans doute de 40 à 60 ans dans l'ensemble date de l'époque de l'invasion Mandinka ... où des guerres indigènes successives et une migration vers le sud décimèrent la population et détruisirent nombre de villages. Dans certains endroits, des sentiers encore clairement visibles menant à des vestiges en sont la preuve. Le site de ces anciens villages dont les anciens ont gardé les noms en mémoire se reconnaît à la végétation moins dense, la présence de grands fromagers et parfois de fortifications en ruine (Note 4).

La futaie a reconquis les anciens champs boisés une fois interrompu le cycle régulier de cultures et de jachères. Mais ces zones n'étaient pas toujours des forêts à l'origine, avant que les populations locales ne les intègrent dans des cycles de jachères forestières. De même, les savanes n'étaient pas forcément le résultat d'une "savanisation" de ces forêts due à des cultures intensives et à de courtes périodes de jachères pratiquées par une population nombreuse.

Influence du climat

De par sa position à la lisière de l'extrême nord de la forêt, de faibles changements de pluviométrie, en quantité comme en distribution peuvent grandement influencer les feux de brousse et par conséquent le type de végétation de la zone de Ziama. Les études climatologiques de l'Afrique de l'Ouest semblent indiquer que la région a connu un climat généralement plus sec entre le XIe et le milieu du XIXe siècle, pour redevenir plus humide de nouveau (Brooks, 1986; Nicholson, 1979). Des études portant sur d'autres zones de transition savane-forêt ont montré que cette réhumidification du climat a fait avancer la forêt aux dépens de la savane et cela en dépit de l'accroissement démographique (Spichiger & Pamard, 1973; Leach & Fairhead, 1994). En effet, ces études illustrent comment certaines méthodes locales d'agriculture, de gestion des feux et d'élevage modifient le renouvellement de la végétation, privilégiant la forêt au détriment de la savane, phénomène renforcé par la croissance démographique. Il est donc concevable que l'aménagement local dans les conditions de fortes densités de peuplement que connaissait la région de Ziama avant le milieu du XIXe siècle ait été en partie responsable de la dissémination d'une végétation ligneuse parmi ce qui ressemblait plus à une savane auparavant sous un climat plus sec. Cette hypothèse semble vérifiée par les témoignages que nous avons recueillis et qui mentionnent l'existence autrefois de savanes encore plus répandues qu'Anderson ne le décrit, peut-être en faisant référence à une époque précédente.

Qualité du sol

Les études de la zone de transition forêt-savane soulignent, d'autre part, l'importance de conditions appropriées de fertilité et du rapport sol-eau pour permettre à la forêt de s'établir lorsque le climat n'est pas déterminant (Morgan & Moss, 1965; Avenard et al, 1974). Souvent, les îlots de forêt doivent leur existence à la coutume des habitants locaux de modifier la qualité du

sol par la fertilisation, la culture ou des techniques encourageant l'activité des termites (voir par exemple, Anderson & Posey, 1989). Ces méthodes sont comparables à celles employées par les Kissis voisins pour créer des îlots forestiers dans la savane autour de leurs villages. Au Nigéria, la fertilité et la structure du sol, résultats du peuplement et du jardinage d'autrefois ont permis l'établissement d'îlots de forêt sur les ruines des villages abandonnés, îlots entourés d'une végétation de savane brûlée tous les ans (Abimbola, 1964). En Amazonie, Hetch et Posey (1989) remarquent que "si... les écosystèmes forestiers sont le produit de cultures, beaucoup des caractéristiques des sols où poussent ces forêts sont le résultat de l'intervention de l'homme".

Les pratiques d'amélioration des sols ont peut être été une grande préoccupation pour les fermiers Tomas désireux de créer des îlots de haute futaie autour ou près de leurs villages à une époque de forte densité de population. De même, l'héritage de ces méthodes appliquées sur les territoires des anciens villages peut très bien avoir influencé les modèles de repousse après la dépopulation, non seulement dans la part relative de la forêt par rapport à la savane, mais aussi dans l'importance relative de la qualité, densité et rapidité de la croissance de la forêt.

Les nombreux villages et peuplements satellites dont on retrouve aujourd'hui les habitations et jardins abandonnés sur le territoire de la réserve, constituaient probablement une partie non négligeable de la superficie totale et ont sans doute influencé le développement de la végétation ailleurs. La composition des essences aura été aussi influencée par l'ancien aménagement de la végétation au niveau local, notamment l'exploitation de fromagers, kolatiers et tout un assortiment d'arbres à fruits sauvages (ex: *Spondias mombin*) près des lieux d'habitation. A mesure que la forêt poussait, les sites des villages abandonnés et leurs îlots forestiers conservaient des végétations propres que l'on peut encore trouver dans la réserve actuellement.

Diminution du nombre d'éléphants

L'affaiblissement de la pression exercée par les éléphants au cours des dernières décennies du XIXe siècle, peut avoir aussi contribué à la croissance de la forêt. Il est reconnu que les éléphants, en conjonction avec le feu, sont capables de maintenir une végétation de savane et même de convertir une forêt en scrub arboré et en savane herbeuse (Buechner & Dawkins, 1961; Dublin et al, 1990). Les populations de pachydermes, apparemment importantes dans la zone de Ziama et au nord de la région, furent décimées au cours des raids des Tomas lorsque les échanges d'armes contre de l'ivoire commencèrent à Freetown d'abord, puis à Cape Mount. L'essentiel du massacre fut perpétré entre 1891 et 1894 quand les Tomas acquirent des carabines à répétition modernes dans la région de Ziama (Person, 1968).

Classement de la forêt

En 1932, la forêt de Ziama fut classée pour la première fois par l'administration coloniale française. Bien que les autorités fussent conscientes que la forêt était nouvelle, elles la voyait sous un jour radicalement différent de celui des derniers habitants Tomas. Le contraste entre ces points de vue est à l'origine de tous les conflits survenus par la suite. Ce document va désormais en exposer les conséquences économiques, culturelles et politiques.

Intérêts économiques

La forêt de Ziama fut classée à l'origine pour des raisons qui tiennent à la vision particulière que le monde colonial et national français se faisait alors des problèmes d'environnement. Les forêt devaient protéger le climat et l'hydrologie régionale. La lettre adressée au Gouverneur Général de l'AOF justifiant le classement notait aussi "le grand intérêt scientifique" de la forêt et sa position à l'extrême nord de la zone de forêt dense⁸. Au début du siècle, les administrateurs étaient convaincus que le déboisement d'alors et l'utilisation des feux de brousse étaient la cause de l'aridité croissante du climat qu'ils constataient. Les savanes risquaient de s'étendre progressivement au sud dans la zone forestière, parallèlement à l'avance des Mandinkas au sud et de leur emploi du feu. Cela allait à l'encontre des intérêts économiques coloniaux pour les produits nécessitant la présence de la forêt.

La réserve de Ziama n'était qu'un élément d'un rideau de forêts destiné à mettre un terme à cette descente présumée de la savane au sud et faisait partie d'une chaîne de réserves plus modestes mais similaires, établies dans ce but entre 1932 et 1935. On disait alors que "l'avance de la savane, qui est un fait évident, peut être jugulée dans cette région" (note 4).

Les préoccupations spécifiques à l'économie coloniale (et de guerre) contribuaient également à justifier l'existence de la réserve puis son élargissement en 1942. Comme l'éloignement de la région des infrastructures la rendait impropre à l'exploitation du bois, le climat et l'altitude de la forêt de Ziama la rendaient particulièrement bien adaptée à la production de quinine et l'on créa ainsi des plantations sur la montagne pendant la Seconde guerre mondiale.

Mais alors que l'expansion de la forêt servait les intérêts économiques coloniaux, elle représentait au contraire une perte économique pour les Tomas. La vie socio-économique des Tomas ne reposait pas sur la haute futaie, mais sur l'entretien de jachères régulièrement renouvelées, à des fins d'agriculture ou de cueillette de produits utilisables de différentes espèces et de différentes tailles. A mesure que ces jachères se transformaient en forêts, elle devenaient de moins en moins intéressantes puisque le défrichage était de plus en plus laborieux et parce que la haute futaie donnait des produits forestiers non ligneux moins utiles⁹.

Des visions culturelles différentes

Des visions culturelles différentes différençiaient aussi les attitudes coloniales de celles des Tomas vis-à-vis de la nouvelle forêt. Pour l'administration, une forêt secondaire arrivée à maturité reproduisait presque la fameuse forêt vierge de l'Afrique sauvage. Tout en admettant le passé de la forêt, ils en déduisaient la nécessité de permettre à la nature de se reconstituer, un processus que le classement devait contribuer à pérenniser. En revanche, du point de vue Toma, la haute futaie envahissant des terres agricoles et des jachères autrefois peuplées et productives représentait et représente toujours un symbole perpétuel de désolation et de perte de prestige social. Les lieux d'habitation abandonnés, avec leur murs en ruines et leurs fromagers noyés et étranglés par la végétation sauvage, rappelaient constamment aux villageois leur chute sociale et politique.

Le contrôle des terres

Alors que l'administration comprenait l'historique environnemental de la forêt, elle ne jugeait pas nécessaire, voire préjudiciable, de lier son aspect social au processus de conservation. Avec son autorité et ses plans de modernisation, le régime colonial avait peu de compréhension

administrative pour les réclamations locales des terres et encore moins pour les points de vue culturels locaux. Pour maintenir la réserve, ils avaient besoin d'un minimum de coopération de la part de la population locale, mais considéraient leur devoir fait une fois que celle-ci disposait des moyens d'existence les plus rudimentaires.

En dépit du dépeuplement, les villageois survivants tentèrent de maintenir leurs revendications quant à l'occupation des terres. Leurs descendants continuent de mettre en avant ces demandes concernant leurs terres ancestrales et les villages aujourd'hui à l'abandon.

Ces revendications sur les terres locales, basées sur le statut du fondateur de la famille - "arrivé le premier" ou "arrivé après" sur le territoire en question - signifient non seulement la jouissance d'une ressource économique, mais aussi déterminent la position des chefs dans la hiérarchie politique et les liens de parenté entre les familles du village. Comme l'indique Currens (1979), pour les Tomas la "terre" est:

"... un concept qui embrasse non seulement le terrain ... mais aussi l'engagement actif de la communauté, y compris les ancêtres qui s'installèrent dans la région, la cultivèrent et contrôlent encore en partie sa productivité."

Sur place donc, et comme pour les autres peuples de toute la région de Haute-Guinée (voir Murphy & Bledsoe, 1987), la réclamation des terres fait partie intégrante des autres relations sociales et politiques.

Du côté de l'administration, les terres de la réserve rejoignaient légalement le domaine public, propriété de l'Etat. Abattre les arbres, défricher la végétation, pratiquer le brûlis et cultiver le sol étaient des activités proscrites. La cueillette était autorisée pour les fruits sauvages, les plantes médicinales et les chaumes pour confectionner les toits. Les autorités toléraient la culture du riz dans les marécages, sur autorisation délivrée seulement une fois que toutes les terres marécageuses hors de la réserve étaient déjà intensivement cultivées. De même, sauf pour quelques espèces animales dûment protégées, la chasse de subsistance et pour la vente locale était permise.

Néanmoins, les villageois avaient perdu le contrôle de zones immenses qu'ils associaient à des familles et des clans bien précis. Le dépeuplement les empêcha de continuer à exploiter leurs terres selon le cycle de production jachère-culture et l'aliénation juridique de leurs terres en 1932 constitua un camouflet supplémentaire en les dépouillant un peu plus du contrôle de ces terres. Ils ressentirent cette perte d'autant plus douloureusement que la terre fut annexée par l'Etat colonial français, en partie responsable de la dépopulation, qui les avait vaincus seulement vingt ans auparavant.

Face aux conflits locaux, il fallut modifier les limites de la réserve en 1932. Le reclassement de 1943 donnait aux habitants plus de terres cultivables à proximité des villages, mais repoussait les limites de la réserve jusqu'au Diani, enclavant du même coup plusieurs villages supplémentaires (notamment Boo et Kpagna/Baimani). L'administration coloniale considérait que les intérêts locaux avaient été pris en compte de façon satisfaisante au cours des consultations menées auprès de la population à propos du reclassement. Elle voyait ces intérêts en termes de besoins agricoles immédiats plutôt que de revendications territoriales à long terme. Et Adam de remarquer, "tout

est bien puisque la forêt ne gêne pas le développement des cultures indigènes" (note 4). Les autochtones, cependant, démontraient le contraire en multipliant les "empiétements" sur les terres de la réserve auxquels le département forestier dut faire face les années suivantes. A plusieurs occasions, des fermiers défrichèrent à l'intérieur de la réserve alors qu'ils avaient accès à de bonnes jachères à l'extérieur, en espérant ainsi appuyer leurs revendications politiques et sociales sur le territoire de villages en ruines désormais au sein de la réserve.

En 1955, lorsque les Guinéens acquièrent la représentation politique au niveau national, les villageois se remirent à revendiquer les terres annexées par la réserve. Les revendications n'étaient pas reconnues officiellement avant l'indépendance, pas plus que pendant la Première République, sous Sekou Touré. Toutefois, la faiblesse relative des services forestiers au cours des années 1970 et au début des années 1980 permit quelques cultures dans la réserve et ce sont ces empiétements relativement récents qui caractérisent le problème "réserve-population" pour les partisans actuels de la conservation de la forêt.

La plupart des empiétements des années 1960 - 1980 étaient le fait d'immigrants Mandinkas et concernaient des terres cédées semi-légalement par les fonctionnaires forestiers. Les droits alloués par ces derniers tiraient leur justification du principe national de bail appliqué par la Première République, selon lequel ceux qui améliorent la terre (par exemple en créant des plantations) ont des droits durables sur elle. Ce système d'acquisition des terres allait à l'encontre des concepts et relations des Tomas concernant les terres et qui partent du principe que seulement les premiers venus ont l'autorité d'allouer des droits de jouissance des terres, à court comme à long terme. Ainsi, la tension monta non seulement entre les Tomas et la réserve, mais également entre les Tomas et les Mandinkas.

Classement moderne de la forêt

La forêt de Ziama devient une réserve de la biosphère en 1981. En 1988, la Banque mondiale commence à financer un projet dont l'objectif porte essentiellement sur la conservation de la forêt (Bourque & Wilson, 1990). Dès sa conception, le projet Ziama illustre les approches modernes en matière de conservation de la forêt ombrophile africaine en cherchant à lier la protection de la forêt à des activités de développement rural dans une zone tampon pour gagner le soutien de la population locale. Mais en dépit des différences proclamées par rapport aux approches coloniales et les souhaits d'une meilleure coopération entre les gens et l'administration de la réserve, les partisans modernes de la conservation et les habitants Tomas sont encore moins d'accord qu'à l'époque coloniale sur ce que devraient être les valeurs et les enseignements du passé.

L'une des principales raisons avancées aujourd'hui pour protéger la forêt de Ziama tient à sa place au sein d'un réseau international de réserves biotiques, destiné à préserver la biodiversité mondiale. Parmi les efforts en faveur de la préservation des forêts humides tropicales, soutenus par les donateurs du nord et leur opinion publique, la forêt de Ziama occupe une place de choix car elle est perçue comme l'une des dernières reliques de la grande forêt de Haute-Guinée. Avec un intérêt soutenu de la même façon pour la faune, les animaux de Ziama ont aussi bénéficié d'une forte médiatisation pour sensibiliser l'opinion internationale. Parmi les espèces de mammifères rares recensées dans la réserve actuellement, on notera l'éléphant de forêt (*Loxodonta africana cyclotis*), l'hippopotame nain (*Choeropsis l. libericus*), le chat doré (*Profelis aurata*), le zèbre duiker (*Cephalophus zebra*) et le bongo (*Tragelaphus euryceros*).

Plusieurs espèces rares d'oiseaux ont été identifiées, notamment la poule chauve (*Picathartes gymnocephalus*) et le bulbul vert à gorge jaune (*Criniger olivaceus*).

Contrevérité historique et conservation moderne des forêts

En soulignant la valeur des caractéristiques apparemment "primaires" de la forêt, les partisans actuels de la conservation oublient qu'il s'agit d'une forêt secondaire et toute l'histoire de l'exploitation du sol que cela implique. L'administration actuelle ne connaît pas la longue histoire de la végétation de la forêt de Ziama. Déjà en 1950, Adam avait remarqué la difficulté qu'il avait à distinguer entre les forêts primaires et secondaires de la réserve de Ziama. Chez les partisans actuels de la conservation, cela a encore moins d'importance puisque les vieilles forêts secondaires conviennent à leurs objectifs en matière de conservation. Au cours d'une étude de la biodiversité de la forêt guinéenne, un groupe de travail a trouvé normal de regrouper les forêts primaires et les vieilles forêts secondaires en une seule catégorie, la "haute futaie" (Bourque & Wilson, 1990). Pourtant, les différences entre leur flore et leur faune n'ont pas encore été établies précisément, mais on sait que les habitats de certaines espèces sauvages précieuses, notamment les éléphants et les hippopotames nains, sont en partie situés dans les plaines (autrefois intensément cultivées) du Diani. Cette ambiguïté de classification apparaît désormais dans les rapports officiels: dans le plan d'action national pour la foresterie par exemple, la forêt des basses terres est décrite comme "une forêt secondaire, localement très ancienne ou en régénération" (République de Guinée, 1990). En revanche, un autre rapport récent considère que la zone de Ziama est couverte de forêts primaires, sauf dans les enclaves (MARA, 1990).

Le point crucial, c'est que lorsque la forêt est considérée comme secondaire, toute perturbation est perçue comme une intrusion accidentelle des cultures itinérantes dans la haute futaie à certaines époques mais ne remet pas en cause le statut général de forêt "naturelle" du massif forestier lui-même.

Les activités du projet ont concerné principalement la protection de la forêt et la reconstitution des sites perturbés. Les limites de l'ancienne réserve ont été rétablies et les zones cultivées situées à l'intérieur ont été replantées de rangs entiers d'arbres à croissance rapide, *Terminalia* spp, qui feront rapidement de l'ombre aux cultures pour forcer les agriculteurs à abandonner les terres situées sur la réserve. Des administrateurs expatriés envisagent d'étendre la réserve et d'en transformer une partie en sanctuaire naturel strictement protégé interdisant toute utilisation de la forêt par les populations locales. D'autres zones de la réserve seraient destinées à l'exploitation durable et, hors du sanctuaire, les droits locaux de chasse et de cueillette seraient maintenus mais réglementés. Les activités promises de développement rural dans la zone tampon (ou zone agroforestière) sont lentes à se concrétiser et, dans un tel contexte, l'antipathie de la population vis-à-vis de l'administration de la réserve n'a fait que croître, s'exprimant généralement par une résistance passive, mais parfois par des actes de violence physique.

Le projet y voit des conflits d'intérêt entre les modes de vie modernes à l'échelon local et les impératifs de conservation à long terme. Fort de ses études socio-économiques à court terme, voir surtout Baum & Weimer, 1992, le projet interprète ces conflits en termes de croissance récente de la population et de pressions économiques et considère que la solution se trouve dans des mesures de développement rural telles que l'intensification de l'agriculture et la création d'emplois non agricoles. L'étude socio-économique dédaigne l'histoire de la région au profit d'une vision à court terme et unilinéaire de la population et des changements environnementaux et d'une

approche étroitement économique de l'utilisation et de l'attitude des gens vis-à-vis des ressources forestières. On ne prend pas en compte la relation historique qui unit la population au niveau social et politique avec son environnement forestier et avec l'administration forestière.

La mission socio-économique du projet a essentiellement porté sur la zone où les empiétements sur la réserve sont les plus apparents: la grande vallée entre la chaîne de montagnes de Zياما et les enclaves de Boo et de Kpagna. C'est précisément la zone décrite par Anderson qui devait se dépeupler ultérieurement. L'étude, toutefois, présume que les populations antérieures au XXe siècle étaient modestes et considère donc que l'on assiste à une colonisation progressive de la forêt, pénétrant au nord le long du fleuve Diani et partant de là s'étendant dans la plaine. Les villages bordant la réserve et les enclaves seraient en train de perdre graduellement leur ancienne taille modeste. Boo, par exemple, serait passé d'une petite population initiale de 500 habitants à 1742 aujourd'hui (Baum & Weimer, 1992).

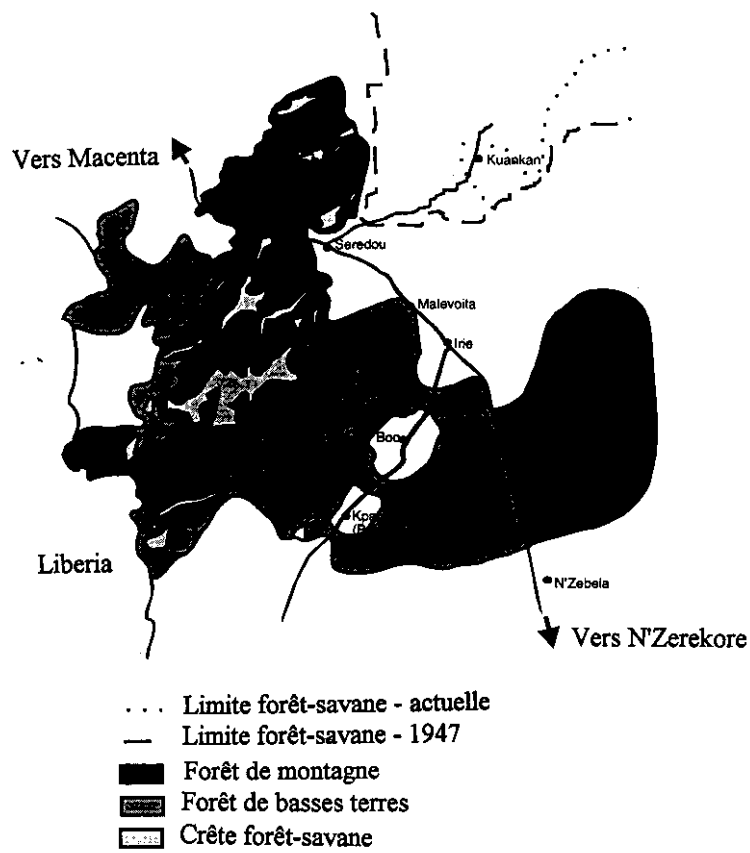
Les auteurs de ce rapport socio-économique considèrent que la population des 41 villages établis au voisinage de la réserve a quadruplé en 60 ans et attribuent cette croissance à la fois à l'expansion démographique des Tomas et à l'immigration Mandinka. L'arrivée de réfugiés libériens depuis 1990 aurait accru spectaculairement le total (Baum & Weimer, 1992). Face à cela¹⁰ auteurs préconisent de lancer un "programme d'urgence" pour réduire la pression exercée sur la forêt en restructurant radicalement l'occupation des terres et l'économie locale. Il est révélateur, toutefois, que ces augmentations spectaculaires de la démographie ne correspondent même pas aux chiffres sur la population donnés en annexe du report .

L'étude socio-économique de Zياما analyse les conflits population-réserve en examinant quasi exclusivement l'évolution du rapport terre-population. Les niveaux actuels d'empiétements de la forêt sont ainsi expliqués et de futurs empiétements pronostiqués. Mais du point de vue des villageois, nous avons vu que ce sont souvent des revendications socio-politiques qui motivent leurs empiétements sur la réserve et non pas le manque de terre en soi. De surcroît, les préoccupations politiques apparentes dans les enquêtes socio-économiques jettent un doute sur les conclusions tirées. En effet, les villageois n'ont pas intérêt à dire que leurs terres ne sont pas entièrement utilisées si l'on prend en compte leur passé et leur récente expérience de l'appropriation des terres par la réserve.

Figure 2: Végétation dans la réserve de Ziama aujourd'hui et variations de la limite forêt-savane



Figure 2: Végétation dans la réserve de Ziama aujourd'hui et variations de la limite forêt-savane



Conformément à sa vision d'une forêt autrefois quasi vierge, l'étude socio-économique affuble les Tomas d'un passé culturel idéalisé, celui du "peuple de la forêt" qui vivait jadis en harmonie avec son environnement de haute futaie. Les Tomas sont alors présentés comme vivant à l'origine de chasse et de cueillette, conformément à l'image moderne "d'indigènes" inoffensifs pour l'environnement (Baum & Weimer, 1992, p.13)¹¹. Ils auraient ensuite modifié profondément leurs orientations économiques, étant forcés de défricher la forêt pour faire place à l'agriculture à cause de la pression démographique et matérielle du XXe siècle.

Cette étude socio-économique constitue un exemple flagrant d'un a priori courant dans la documentation moderne de la conservation: la dégradation de l'environnement serait due en partie à la "dégradation culturelle" (voir par exemple, Clad, 1985). Dans le cas de Ziama, cette affirmation est en contradiction totale avec la réalité historique.

Le risque de savanisation

L'une des raisons expliquant pourquoi les partisans de la conservation considèrent que l'immigration Mandinka constitue une menace particulière pour la forêt, c'est que les Mandinkas sont stéréotypés comme le contraire des Tomas, le "peuple de la forêt", ils sont le "peuple de la savane" contribuant à la savanisation par le feu, la chasse, l'élevage et leurs méthodes de culture de la savane. Ce raisonnement, dominant en 1932 lorsque la réserve fut créée pour arrêter la savanisation, persiste aujourd'hui parmi les professionnels travaillant dans ou près de la réserve, comme ailleurs en Guinée dans la zone de transition forêt-savane (voir Leach & Fairhead, 1993). Ainsi, de la même manière que la haute futaie est perçue comme subissant une conversion récente mais continue en champs boisés, les champs boisés eux-mêmes subiraient une dégradation aboutissant à la savane. Comme leurs prédécesseurs des années 1930, les partisans actuels de la conservation voient dans la savanisation un phénomène descendant inexorablement au sud.

Or, en fait, il n'existe pas de preuve que la savane avance à long terme. Comme nous l'avons vu, la tradition orale et l'évidence documentaire pointent toutes deux dans la direction d'une savane dans et autour de la réserve beaucoup plus vaste au XIXe siècle que de nos jours. Au demeurant, lorsque l'on compare la limite forêt-savane décrite par Anderson au milieu du siècle dernier à sa position aujourd'hui, on ne peut pas s'empêcher de conclure qu'elle s'est déplacée vers le nord et non pas vers le sud.

Aucune analyse détaillée comparant la couverture photographique aérienne de la région réalisée en 1952/3 aux images modernes n'a été effectuée. En revanche, l'analyse comparative de la FAO des photomosaïques aériennes au 1/100.000 prises en 1979 et des images prises par satellite en 1990, n'apporte aucune preuve de savanisation. Notre comparaison préliminaire des limites tracées sur la carte au 1/200.000 de 1939-42 et des images du satellite Spot prises en 1990 indique clairement une avancée de la forêt et de la végétation de friches forestières au détriment de la savane (voir la figure II). Ces résultats vont dans le sens des recherches menées ailleurs dans la zone de transition forêt-savane en Guinée et en Côte-d'Ivoire (Leach & Fairhead, 1994; Adjanohoun, 1964; Miège, 1966; Guillaumet, 1967). Ils sont aussi conformes à l'opinion des historiens-climatologues selon lesquels la région a connu une réhumidification entre le milieu du XIXe siècle et les années 1960. Autrement dit, la limite forêt-savane remontait au nord au moment même où les instances dirigeantes prenaient des mesures pour enrayer un pseudo-déplacement au sud.

Conclusions

Le cas de Ziama apporte un éclairage nouveau sur l'origine des forêts protégées de l'Afrique occidentale d'aujourd'hui et à la façon dont les populations vivant à proximité les considèrent. Comme beaucoup d'autres, cette zone de haute futaie doit son origine aux guerres de la fin du XIXe siècle (Richards, 1993) et à la persistance de l'appropriation des terres par l'administration coloniale. C'est ce passé qui explique la nature des conflits actuels concernant la jouissance des terres. Dans ces nouvelles zones forestières protégées les attitudes culturelles locales dépendent moins des traditions d'un "peuple de la forêt" ou de l'utilisation des ressources forestières que d'expériences particulières culturellement motivées d'utilisation des terres et d'héritage politique. Les portraits des ancêtres tués ou contraints de fuir pendant les guerres Tomas, et exposés publiquement sur les maisons du village de Boo montrent clairement que ces événements ne sont pas oubliés. Lorsque les familles du village revendiquent des terres au sein de la réserve, elles tentent par là-même de rétablir un certain contrôle social sur leur ancien domaine social.

Le cas de Ziama pourrait illustrer également les transitions écologiques en Afrique de l'Ouest. Alors que l'histoire à long terme de la végétation reste nébuleuse, la transition de la savane à la forêt peut être le résultat, non seulement de la diminution d'une pression démographique intense, mais aussi de l'effet positif sur la végétation de l'occupation et de l'utilisation des terres d'antan dans les zones de transition forêt-savane. Les partisans de la conservation concernés par la biodiversité de zones comme celle de Ziama actuellement doivent comprendre à quel point elles sont le produit de l'intervention humaine d'autrefois. Comme Richards l'indique à propos de la forêt de Gola avoisinante, le maillage des anciens lieux d'habitation explique en partie la présence de la richesse biologique actuelle (Richards, 1993).

Et McNeely d'argumenter, comme illustre le cas de Ziama,

« parce que le hasard, l'influence humaine et de petites variations climatiques peuvent engendrer des changements considérables dans la végétation, la biodiversité d'un milieu donné peut varier substantiellement sur de longues périodes ... et aucune de ces variables n'est nécessairement plus "naturelle" que les autres. » (McNeely, 1993)

Vue sous cet angle, la conservation devient très clairement une question de choix politique et social pour déterminer le type de végétation ou de biodiversité désirable à un moment donné de l'histoire sociale. Wood (1993) prend une position extrême lorsqu'il affirme qu'une transformation à grande échelle des terres boisées en champs produisant de la nourriture répondrait mieux aux besoins actuels de la société et que, à mesure que ces besoins évolueraient, on pourrait permettre une repousse sélective de la forêt. Rejetant une telle position impliquant un abandon de toutes futures options en matière de biodiversité, d'autres pensent que la "société" aurait plutôt intérêt à appliquer des stratégies de conservation des forêts à plusieurs niveaux, associant la protection à des critères soigneusement choisis, avec des zones d'utilisations multiples et une gestion durable des produits. Quelle que soit l'approche adoptée, on ne réussira à associer la population à la conservation d'une zone forestière donnée, non pas avec de vagues objectifs de société, mais avec des buts différenciés socialement dans lesquels les perspectives et priorités divergentes des membres de la communauté, des communautés locales et des partisans de la conservation feront l'objet de négociations.

Dans le cas de Ziama, on constate une disparité étonnante entre la perception locale de l'histoire qui détermine les priorités des villageois et celle des partisans de la conservation. L'antagonisme local vis-à-vis de la réserve, qui remonte à l'époque de son établissement, ne peut pas se comprendre ou s'expliquer en dehors de ce contexte historique. Comme l'un des plus anciens des anciens de la région le dit si bien:

"Ce problème de la forêt est compliqué...Si vous voyez que nous n'avons plus le contrôle de la forêt et c'est à cause des agents forestiers qui viennent avec des papiers et délimitent la forêt. Si on nous confie la responsabilité de la forêt, nous sommes prêt à agir dans l'intérêt de la conservation... Si on nous aurions la pleine responsabilité de la gestion de la forêt, nous vous pourrions donner l'assurance de protéger la forêt. Mais tant que la surveillance est laissée dans les mains de l'Etat, nous ne pouvons rien faire ¹²."

Une gestion "participative" de la forêt ne sera possible que lorsque ces revendications historiques concernant la terre et l'autorité politique seront à l'ordre du jour. Il ne suffit pas de considérer simplement les besoins et pressions économiques modernes, même s'ils sont importants aussi. Si les projets de conservation des programmes régionaux et mondiaux doivent compenser les populations locales par des activités de développement rural, il faudra bien calculer l'ensemble des pertes et profits pour bien prendre en compte tout ce qu'elles perdent avec la réserve. Comme les anciens de N'Zebela le préconisent, les projets devront peut-être envisager des arrangements en faveur de la conservation qui cèdent des baux à des tenants locaux, dans le cadre d'accords de gestion qui reconnaissent pleinement la valeur que ces terres représentent désormais pour les autres.

Si l'on veut que les communautés locales s'engagent de manière constructive et efficace dans les programmes de conservation, il est indispensable de modifier les attitudes qui assimilent les conflits au sujet des réserves forestières aux pressions démographiques et socio-économiques et les approches qui se confinent à prêter seulement attention à la résolution de ces conflits. Si les attitudes locales modernes vis-à-vis de l'environnement sont en partie le résultat des interactions passées entre l'homme et la forêt, alors, il faut pour les comprendre, sérieusement prendre en compte l'histoire écologique et sociale.

Remerciements

Ce document est l'adaptation d'une version parue précédemment dans *African Affairs* (Fairhead & Leach, 1994). Il s'appuie sur les recherches sur le terrain financées par ESCOR de l'Overseas Development Administration à l'égard duquel les auteurs sont très reconnaissants; toutefois les opinions exprimées sont celles de l'auteur exclusivement et non pas celles de l'ODA. Nous remercions également les anciens de Boo et Koima Tongoro, ainsi que Jean-Louis Hellié pour son assistance précieuse sur le terrain et les institutions ayant collaboré à la recherche: le Ministère de l'Enseignement Supérieur et la Direction Nationale des Forêts et de la Chasse de Guinée.

* * *

Notes

1. Le détail du voyage de Seymour et Ash est publié dans une série d'articles du Liberia Herald, notamment "le journal de George L Seymour" Liberia Herald XII, No22 (4 janvier 1860). Un résumé de son journal fut publié mensuellement dans les éditions du New York Colonization Journal, par exemple, "Synopsis du journal de Seymour sur l'exploration de l'intérieur du Liberia", New York Colonization Journal 9:12, décembre 1859 (No 108) p.1. Leur voyage est également décrit par De Grey, "Discours de réunion anniversaire", Séances de la Royal Geographical Society, IV, 4, 28 mai 1860.
2. Anderson appelle les populations connues aujourd'hui sous les noms de Toma (en Guinée) et Loma (au Liberia) Bonsie et Boozie selon les cas.
3. Notice historique du Capitaine Duvalier, Archives nationales du Sénégal, IG 284.
4. Eaux, forêts et chasses, Inspection forestière de la Haute-Guinée, Rapport de M. Adam (1942) sur le projet de reclassement de la forêt de Ziama, Archives de Seredou.
5. "Le journal de George Seymour", Liberia Herald 12 (No22), 4 janvier 1860. On notera que Seymour considérait les montagnes de Ziama à l'ouest et au sud-ouest de Kuankan comme étant les fabuleuses "Montagnes de Kong".
6. Le récit suivant des guerres dans la région de Ziama a été fait à partir des travaux d'anthropologues et d'historiens régionaux: Holsoe, 1976; Massing, 1978; Person, 1968. Pour une version plus détaillée, voir Fairhead & Leach, 1994.
7. Rapport sur les forêts de Kissi et de Beyla (1909), Archives nationales du Sénégal, NS 1R23. Comme toutes les autres citations françaises suivantes, celle-ci a été traduite en anglais par les auteurs et re-traduite en français par le traducteur.
8. Eaux et forêts, Projet de Classement du Massif de Ziama, Lettre du Gouvernement de la Guinée Française à Monsieur le Gouverneur Général de la Haute-Guinée, Rapport de M. Adam (1942) sur le Projet de reclassement de la forêt de Ziama, Archives de Seredou.
9. Cet argument est avancé pour les Mendés voisins par Davies & Richards (1991).
10. A l'examen, ces dernières estimations extrêmes se sont révélées basées sur une analyse frauduleuse faisant une généralisation à partir de 4 villages sélectionnés, dont l'un d'entre eux, le nouveau village d'Avilissou est un cas exceptionnel et n'existait pas en 1932. Aujourd'hui, il a une population de 4500 habitants essentiellement composée d'immigrés.
11. On retrouve cette image par exemple chez Kemf, 1993.
12. Déclaration du village de N'Zbela, d'après les notes prises par M A Barry, dans Baum & Weimer, Participation et Développement, annexe 4, p.3.

* * *

References

- Abimbola**, (1964), 'The Ruins of Oyo Division' *African Notes* (Nigeria) 2 (1), pp16-19.
- Adjanooun, E**, (1964), 'Végétation des Savanes et des Rochers Découverts en Côte d'Ivoire Centrale', Mémoire ORSTOM no.7, Paris, France.
- Anderson, A B & Posey, D A**, (1989), 'Management of a Tropical Scrub Savanna by the Gorotire Kayapo of Brazil', *Advances in Economic Botany* 7, pp 159-173.
- Anderson, B**, (1870), *Narrative of a Journey to Musardu: capital of the western Mandingoes*, S.W. Green, Printer, New York, Etats-Unis.
- Avenard, J M, Bonvallot, J, Latham, M, Renard-Dugerdil M & Richard J**, (1974), *Aspects du Contact Forêt-Savane dans le Centre et l'Ouest de la Cote d'Ivoire: etude descriptive*, Abidjan: ORSTOM.
- Balée, W**, (1989), 'The Culture of Amazonian Forests', *Advances in Economic Botany* 7, pp 1-21.
- Baum, G A & Weimer, H J**, (1992) 'Participation et Développement Socio-économique comme Conditions Préalables Indispensables d'une Implication Active des Populations Riveraines dans la Conservation de la Forêt Classée de Zياما', Deutsche Forst-Consult/Neu-Isenburg/RFA/KfW.
- Bourque, J D & Wilson, R**, (1990), 'Rapport de l'Etude d'Impact Ecologique d'un Projet Amenagement Forestier Concernant les Forêts Classées de Zياما et de Diecke en République de Guinée, UICN.
- Buechner, H K & Dawkins, H C**, (1961), 'Vegetation Change Induced by Elephants and Fire in Murchison Falls National Park, Uganda', *Ecology* 42, pp 752-766.
- Brooks, G E**, (1986), 'A Provisional Historical Schema for Western Africa based on Seven Climatic Periods', *Cahiers d'Etudes Africaines*, 101-102, XXVI-1-2, pp 43-62.
- Clad, J C**, (1985), *Conservation and Indigenous Peoples: a study of convergent interests, in Culture and conservation*, (eds.) J McNeely & D Pitt, Croom Helm, London & Sydney, pp 45-62.
- Currens, G**, (1979), 'Land, Labour and Capital in Loma Agriculture', in Dorjhan, V R & Isaac, B L, (eds), *Essays on the Economic Anthropology of Liberia and Sierra Leone*, Philadelphia: Institute for Liberian Studies, pp 79-102.
- Davies G & Richards, P**, (1991), 'Rain Forest in Mende Life: resources and subsistence strategies in communities around Gola North forest reserve', Report to ESCOR, ODA, London, Royaume-Uni.
- Davies, O**, (1964), 'Archaeological Exploration in the Volta Basin', *Bulletin of the Ghana Geographical Association*, 9 (2), pp 28-33.

- De Grey**, (1860), 'Address at the Anniversary Meeting', *Proceedings of the Royal Geographical Society*, IV, 4, 28 mai 1860.
- Dublin, H, Sinclair, A & McGlade, J**, (1990), 'Elephants and Fire as causes of Multiple Stable States in the Serengeti-Mara Woodlands', *Journal of Animal Ecology* 59, pp 1147- 1164.
- Fairhead, J & Leach, M**, (1994) 'Contested Forests: Modern Conservation and Historical Land Use of Guinea's Ziamra Reserve', *African Affairs*, 93:481-592.
- Fairhead, J & Leach, M**, (1993), 'Degrading People? the misuse of history in Guinea's environmental policy', Exposé présenté à la conférence, 'History of Land Use in Africa' à la réunion de l'African Studies Association (ASA), Boston, 4-7 décembre 1993.
- Fyle, C M**, (1988), 'Population Patterns, Labour Mobilization and Agriculture in Northeastern Sierra Leone: a diachronic perspective', dans C.M. Fyle (ed) *History and Socio-economic Development in Sierra Leone: a reader*, SLADEA, Freetown, pp 197-212.
- Guillaumet, J L**, (1967), 'Notice explicative de la carte de la végétation au 1/500 000 de la Côte d'Ivoire', Centre ORSTOM d'Adiopodoumé.
- Hecht, S B & Posey, D A**, (1989), 'Preliminary Results on Soil Management Techniques of the Kayapo Indians', dans D.A. Posey and W. Balée (eds) *Resource Management in Amazonia: indigenous and folk strategies*, *Advances in Economic Botany* 7, pp 174-188.
- Holsoe, S E**, (1976), 'The Manding in Western Liberia: an overview', *Liberian Studies Journal* VII(1) (1976-77), pp 1-12.
- Kemf, E**, (1993), *The law of the Mother: protecting indigenous peoples in protected areas*, WWF, Union Européenne, UICN, Sierra, San Francisco, Etats-Unis.
- Leach, M & Fairhead, J**, (1994), 'The Forest Islands of Kissidougou: Social Dynamics of Environmental Change in West Africa's Forest-Savanna Mosaic, Rapport: ESCOR, Overseas Development Administration, juillet 1994.
- MARA**, (1990), 'Notes sur la Carte 1:100,000 de Guinée Forestière', Ministère d'Agriculture et des Ressources Animales, République de Guinée.
- Martin, C**, (1991), *The Rainforests of West Africa: ecology - threats, conservation*, Birkhauser Verlag, Basel, Boston & Berlin.
- Massing, A W**, (1978), 'Materials for a History of Western Liberia: Samori and the Malinke frontier in the Toma sector', *Liberian Studies Journal*, VIII, 1 (1978-79), pp 49-67.
- McNeely, J A**, (1993) 'Lessons from the Past: Forests and biodiversity', inédit.
- Miège, J**, (1966), 'Observations sur les fluctuations des limites savanes-forêts en basse Côte d'Ivoire', *Annales de la Faculté des Sciences*, 19, pp 149-166, Dakar, Sénégal.

- Miller, K & Tanglely, L**, (1991), *Trees of life: saving tropical forests and their biological wealth*, World Resources Institute Guide to the Environment, Beacon Press, Boston, Etats-Unis.
- Morgan, W & Moss, R P**, (1965), 'Savanna and forest in Western Nigeria', *Africa* 35 (3), pp 286-293.
- Murphy, W P & Bledsoe, C H**, (1987), 'Kinship and Territory in the History of a Kpelle Chiefdom' (Liberia), dans I. Kopytoff (ed) *The African Frontier: the reproduction of traditional African societies*, Indiana University Press, Bloomington and Indianapolis, pp 121-148.
- Nicholson, S E**, (1979), 'The Methodology of Historical Climate Reconstruction and its Application to Africa', *Journal of African History*, 20, 1, pp 31-49.
- Person, Y**, (1968), *Samori, une Révolution Dyula*, vols. 1-3, Dakar, Institut Fondamental d'Afrique Noire.
- République de Guinée**, (1990), 'Politique Forestière et Plan d'Action', Conakry.
- Richards, P**, (1993), 'Biodiversity and the Dynamics of African Anthropogenic Landscapes: case studies from Upper Guinean forest formation', Exposé présenté lors du 36ième Réunion annuelle de l'African Studies Association, Boston, Etats-Unis.
- Spichiger R & Pamard, C**, (1973), 'Recherches sur le Contact Forêt-Savane en Côte d'Ivoire: Etude du recru forestier sur des parcelles cultivées en lisière d'un îlot forestier dans le sud du pays baoulé', *Candollea* 28, pp 21-37.
- Sprugel, D G**, (1991), 'Disturbance, Equilibrium, and Environmental Variability: What is 'natural' vegetation in a changing environment?', *Biological Conservation* 58, pp 1-18.
- Starr, F**, (ed), (1912), *Narrative of the Expedition Despatched to Musahdu by the Liberian Government under Benjamin K. Anderson Esq. in 1874*, College of West Africa Press, Monrovia.
- Thompson, H**, (1911), 'The forests of Southern Nigeria', *Journal of the African Society* 10 (38), pp 120-145.
- Wood, D**, (1993), 'Forests to Fields: restoring tropical lands to agriculture', *Land Use Policy*, avril 1993, pp 91-107.

* * *

Editeur du présent document: Gill Shepherd
Traduction: Claude Karnif
Secrétaire de rédaction/Mise en page: Ivana Wilson
Imprimé par: Russell Press Ltd, Nottingham
sur papier recyclé

Logo du RDFN conçu par Terry Hirst
et utilisé avec l'autorisation de KENGO